



**Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

Rentrée 2023 dans l'ESR : une situation explosive

Le président de la République comme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Sylvie Retailleau, se sont félicités du classement de Shangai, qui compte quelques universités françaises dans le haut du classement.

Ceci ne peut masquer l'organisation par les mêmes, dans la foulée de leurs prédécesseurs, de la dislocation de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

Sélection et privatisation

La réalité, ce sont en effet des dizaines de milliers d'étudiants auxquels on refuse l'accès à l'université ou au 2^e cycle de l'enseignement universitaire : **Parcoursup** joue le rôle de premier barrage (près de 90 000 bacheliers chaque année qui n'ont accès à aucune formation universitaire, sans compter tous ceux qui n'ont pu accéder à celle qu'ils souhaitaient). Le placement en juin des épreuves de spécialité du baccalauréat, qui répond en partie à une demande des collègues de lycée ulcérés par la réforme Blanquer, ne modifiera en rien le caractère inégalitaire de Parcoursup, puisque les résultats à ces épreuves ne pourront être pris en compte.

La nouvelle plateforme nationale **Mon Master** accroît encore les difficultés de ce parcours du combattant qu'est devenu le *cursus* étudiant : les derniers chiffres publiés montrent que, sur les quelque 170 000 étudiants concernés, environ 25 000, soit 15 %, n'ont eu aucune proposition. Ceci sans compter tous ceux qui n'ont pas obtenu ce qu'ils avaient demandé.

Le service public universitaire est de moins en moins public, il est progressivement transformé en une machine à exclure, à rendre la vie de centaines de milliers de jeunes encore plus difficile, à fournir aussi de nouveaux clients aux établissements d'enseignement supérieur privé, secteur économique en croissance fulgurante. La « sélection » nourrit donc la privatisation.

Pour FO ESR, il faut revenir à la reconnaissance des diplômes nationaux et des grades universitaires par l'État lui-même.

-> **Le baccalauréat doit redevenir un examen national, terminal, anonyme, ponctuel et disciplinaire, demeurer le premier grade universitaire, Parcoursup doit être abandonné.**

-> **La licence doit être à nouveau reconnue comme un diplôme national donnant accès au master, Mon Master doit être abandonné.**

Surcharges de travail et contractualisation

Partout, le constat est le même : pour mieux détruire le statut, les postes statutaires sont supprimés. Le nombre d'étudiants croît (plus de trois millions), le nombre de personnels stagne. Il faudrait doubler le nombre d'enseignants-chercheurs pour accomplir toutes les heures non statutaires. Et, parce que tout se tient, les BIATSS sont aussi directement impactés par la surcharge et la multiplication des tâches, encore plus peut-être dans les établissements géants vantés par la ministre. La part des contractuels ne cesse de croître, pour atteindre 26 % en moyenne ! Parmi beaucoup d'autres exemples, au CROUS de Nice, en cette rentrée, aucun recrutement titulaire, uniquement des contractuels ! Le *turn over* est important, les charges de travail sans cesse reportées sur les personnels permanents. Parmi ceux-ci, on compte nombre de contractuels sous-payés, qui reçoivent des salaires au rabais ou des demi-primés. Tous sont épuisés.

Il faut en finir avec la disette des postes ! Titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent ! création des dizaines de milliers de postes nécessaires !

Des personnels assommés par l'inflation

Le coup de massue, comme pour tous les salariés, c'est l'inflation. Qui peut croire que les 1,5 % accordés en juillet pourraient compenser l'augmentation de 16 % des produits de grande consommation ou même l'inflation officielle de 5,7 % ?

-> **Avec la fédération générale des fonctionnaires FO, 1^e organisation de la fonction publique de l'État, FO ESR revendique 10 % d'augmentation du point d'indice pour tous, tout de suite ! Et l'ouverture de négociations pour le rattrapage des pertes depuis 2000 (27,5 %).**

Des mesures « pouvoir d'achat » en trompe-l'œil... et en grande partie payées par les établissements

Ce contexte a contraint le gouvernement à consentir des mesures en trompe-l'œil : quelques points d'indice supplémentaires pour les bas de grilles (voir [ici](#) notre analyse), la reconduction de la GIPA pour ceux dont les carrières sont bloquées, et une « prime exceptionnelle de pouvoir d'achat » (voir [ici](#) notre analyse).

Mais le ministre de l'économie annonce le retour de l'austérité, c'est-à-dire la planification de l'appauvrissement durable de tous. Au moins 10 milliards d'économies devraient être réalisés (ceci, alors que 413 milliards viennent d'être débloqués en un claquement de doigts pour le budget de l'armement...).

Qui paiera donc les mesures de la « prime exceptionnelle » ? Comme vient de le révéler Sylvie Retailleau, ce sont notamment les « opérateurs » de l'État dans l'ESR, c'est-à-dire les universités, le CNRS et les autres EPST. Les établissements n'auront qu'à puiser dans leurs « fonds de roulement » ! C'est autant de pris sur les éventuelles primes de fin d'année, sur les embauches prévues, sur l'entretien des locaux... C'est autant de pris aux dépens des personnels et de leurs conditions de travail.

Mais la force de résistance forgée dans la bagarre pour les retraites est toujours là !

Malgré la résistance, deux ans fermes ont été imposés à coup de 49.3 ! Pour FO, la page n'est certainement pas tournée. Les personnels de l'ESR se sont mobilisés massivement et ne continueront à le faire.

Ainsi, en cette rentrée, les PRAG-PRCE se mobilisent pour défendre leurs légitimes revendications. FO ESR est avec eux et a déposé un préavis de grève qui couvre toutes les formes de mobilisation (voir [ici](#)).

La capacité de résistance est toujours là, la mobilisation est à l'ordre du jour.

-> **Abrogation de la réforme des retraites !**

-> **Abandon de toutes les mesures d'individualisation des salaires et rémunérations, maintien de la neutralité du service public, avec un traitement égal de tous les agents !**

-> **Réalignement de la prime statutaire des PRAG-PRCE sur celle des enseignants-chercheurs, grève et mobilisation le 11 septembre !**

FO ESR appelle les personnels de tous les établissements à venir aux réunions d'information syndicale FO et à se rassembler pour dresser la liste de leurs revendications dans tous les domaines, établissement par établissement comme au niveau national.